tat qu'ils attendent est de créer de la discorde en attirant la réprobation sur les classes commerciales, ce que leur proposition ne peut manquer de faire, il semble opportun que les classes commerciales s'assemblent pour montrer au gouvernement la véritable manière de traiter cet important sujet.

Un comité de l'Association des Marchands-Détaillants fut autorisé à faire ses suggestions au Comité spécial du Gouvernement qui était saisi de la question et il s'empressa d'offrir ses services et ses conseils, mais ceux-ci ne furent pas acceptés par les gouvernants qui jugèrent probablement leurs délibérations au-dessous de nous.

D'après le nouvel Ordre en Conseil les municipalités peuvent faire mander tout marchand-détaillant, marchand de gros ou manufacturier qu'elles suspectent et leur ordonner de faire un état détaillé de ses affaires. Si les autorités municipales décident que leurs suspicions sont confirmées, elles peuvent ensuite les communiquer au Ministre du Travail qui est autorisé à demander une nouvelle enquête. Si dans l'opinion du ministre du travail, le marchand-détaillant, le marchand de gros ou le manufacturier semble coupable, il peut traîner l'accusé devant les tribunaux de la province où la prétendue offense a été commise et si l'évidence est suffisante pour des poursuites, il doit les faire dans le comté, ou la municipalité où réside la personne incriminée.

Au cas où la personne accusée de violation de l'Ordre en Conseil est trouvée coupable, elle peut être passible d'une amende n'excédant pas \$5,000 ou d'un emprisonnement n'excédant pas deux ans, ou des deux : amende et emprisonnement.

Aucune prévision n'est faite dans cette extraordinaire législation pour que dans le cas où quelque détaillant, marchand de gros ou manufacturier, suspecté par quelque personne, dans une municipalité quelconque, et appelé devant le conseil municipal, devant le ministre du travail ou le procureur-général et relâché pour défaut d'évidence, la personne ainsi suspectée faussement soit dédommée de ses frais et de sa perte de temps et de réputation.

Tout cela doit être supporté par le pauvre marchand ou manufacturier suspecté, tandis que les fermiers, les maraîchers, les ouvriers, les médecins et les avocats échappent à la loi.

Pouvons-nous accepter une telle mesure ministérielle sans murmurer ou sans nous révolter, et nous révolter rigoureusement ?

DECES D'UN MANUFACTURIER CANADIEN-FRANÇAIS

C'est avec le plus vif regret que nous avons appris la mort de M. Joseph-Alfred Gendron survenue le 24 novembre, à sa résidence, 120 rue Wurtemberg à Ottawa, à l'âge de 76 ans.

Né à Saint-Ours, en 1840, marié en 1864 à Mlle Edwidge Ricard. Encore bien jeune, feu J.-A. Gendron résolut de s'expatrier et choisit comme lieu de son activité, Toledo, Ohio, où avec un frère, il inventa la fameuse roue de fer dite "Gendron Iron Wheel", qui est maintenant d'un usage général pour carrosses d'enfants, tricycles, etc.

Après un stage de dix années à cette dernière place, il choisit Toronto, comme nouveau champ d'activité

et fonda la manufacture Gendron pour carrosses et voitures d'enfants.

Feu J.-A. Gendron prêta son influence et ses deniers pour établir à Toronto, la première église canadienne-française.

Retiré d'affaires depuis une douzaine d'années il vint demeurer à Ottawa.

Il laisse pour pleurer sa perte, une épouse inconsolable, deux filles, Mme L.-V. Bachand et Mme E.-R. Des-Rosiers, deux fils, MM. Philippe Gendron et Adélarde Gendron, de Pittsburg, Pen.

REVUE ECONOMIQUE CANADIENNE

Le titre de notre monnaie. Aucune monnaie n'est pure, elle s'userait trop vite. On joint à l'or ou à l'argent une certaine proportion de cuivre (alliage). On appelle titre la quantité de métal précieux que contient une pièce. Nos monnaies d'or sont au titre de 900 millièmes (titre américain); elles contiennent 900 parties d'or pur pour 100 parties de cuivre. Nos monnaies d'argent sont au titre de 925 millièmes (vieux titre anglais); elles contiennent 925 parties d'argent et 75 parties de cuivre. Notre pièce de bronze (le cent) contient 950 parties de cuivre, 40 parties d'étain et 10 parties de zinc.

• • •

L'or seul a frappe libre et pouvoir libérateur illimité. L'or a cours légal illimité. On peut solder toute dette avec des pièces d'or canadiennes. Il n'en est pas ainsi de l'argent. Légalement, on ne peut offrir que dix dollars en argent et 25 cents en bronze.

• • •

Il y a dans le Québec 1,241 municipalités dont 72 municipalités de comtés, 878 rurales, 200 de villages, 76 de villes et 15 de cités.

• • •

La superficie des municipalités organisées dans la province du Québec, est de 22,498,382 acres. La population est de 2,321,137 âmes. Il y a dans ces municipalités 32,696 milles de chemins publics, 2,090 milles de chemins macadamisés, 1,375 milles de chemins gravelés et 2,262 milles de trottoirs.

• • •

On comptait en 1915 dans les municipalités de la province du Québec, 436 aqueducs et 246,365 familles desservies par ces aqueducs. Le nombre de systèmes de tuyaux d'égout était de 103. Le nombre de villages pourvus d'un service de protection contre les incendies était de 72. Le nombre d'incendies survenus dans les villages a été de 53. La valeur estimée des pertes matérielles a été de \$340,568. Les indemnités reçues des compagnies d'assurance ont été de \$180,104.

LA VILLE BALNEAIRE D'AMERIQUE

Le nom de "Mount Clemens" (Mich.) est familier dans toute l'Amérique et connu en Europe. Ses sources minérales ont soulagé un grand nombre de personnes souffrant de rhumatisme, de névralgie et d'autres maladies. Les hôtels de Mount Clemens, ouverts toute l'année, sont modernes et de premier ordre et leurs tarifs sont raisonnables. La meilleure manière de se rendre à Mount Clemens est de prendre le chemin de fer du Grand-Tronc. Service de trains splendide. Pour renseignements complets, s'adresser à M.-O. Daffoe, 122 rue Saint-Jacques, Montréal.